

Séance spéciale du 27 mai 2002

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance spéciale ce vingt-septième jour du mois de mai deux mille deux, à dix-neuf heures trente-cinq, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents: les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Sont absents : Les membres du Conseil de la Ville Jean-Claude Bouchard et Gilles Lehouillier.

Assistent à la séance: Jean Dubé, directeur général et Danielle Bilodeau, greffière.

## **CV-2002-02-75**

### **Période de questions**

Environ dix personnes assistent à la séance. Personne ne prend la parole.

## **CV-2002-02-76**

### **Autorisation de reproduire les armoiries de Saint-David-de-l'Auberivière – Fabrique de Saint-David-de-l'Auberivière**

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-03-58, d'autoriser la Fabrique de Saint-David-de-l'Auberivière à reproduire les armoiries de l'ancienne Ville de Saint-David-de-l'Auberivière afin qu'elles soient installées en permanence au centre Raymond-Blais (secteur Lévis) et de demander au Maire de transmettre copie de la présente résolution à la Fabrique.

Adoptée à l'unanimité

## **CV-2002-02-77**

### **Approbation – Règlement 006-02 – Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière**

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-01-93, d'approuver le règlement 006-02 de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière décrétant la construction de deux nouvelles cellules destinées à l'entreposage des matières résiduelles au lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Lambert-de-Lauzon et décrétant un emprunt au montant de 2 912 000 \$ sur une période de 5 ans, tel qu'adopté par sa résolution 21-02.

## **CV-2002-02-78**

### **Proposition d'amendement**

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

De modifier la proposition principale par l'ajout des mots « , le choix du financement de la contribution de la Ville à la Régie à être fait suite à l'exécution de ces travaux ».

Adoptée à l'unanimité

**CV-2002-02-79****Proposition principale amendée****Approbation – Règlement 006-02 – Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière**

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-01-93, d'approuver le règlement 006-02 de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière décrétant la construction de deux nouvelles cellules destinées à l'entreposage des matières résiduelles au lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Lambert-de-Lauzon et décrétant un emprunt au montant de 2 912 000 \$ sur une période de 5 ans, tel qu'adopté par sa résolution 21-02, le choix du financement de la contribution de la Ville à la Régie à être fait suite à l'exécution de ces travaux.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-02-80****Demande de prolongation de délai – Établissement du plan de gestion des matières résiduelles – Ministre de l'Environnement et de l'Eau**

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de demander au Ministre de l'Environnement et de l'Eau du Québec d'accorder un délai supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2003 pour l'établissement du plan de gestion des matières résiduelles de la Ville, conformément à l'article 53.7 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., chap. Q-2).

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-02-81****Demande de la Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon – Couverture par le plan de gestion des matières résiduelles de la Ville**

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'accepter la demande de la Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon à l'effet d'être couverte par le plan de gestion des matières résiduelles de la Ville, sous réserve des conditions à convenir avec celle-ci.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-02-82****Demande de subvention – Volet 2.2 du programme d'infrastructures Québec-Municipalités**

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'approuver les projets ci-après mentionnés pouvant faire l'objet d'une demande de subvention dans le cadre du programme d'infrastructures Québec-Municipalités, volet 2.2 et d'autoriser le Chef du Service du génie à transmettre tout document donnant effet à la présente aux fonctionnaires du ministère des Affaires municipales et de la Métropole :

- ✍ aménagement d'un centre d'archives, 253 000 \$;
  - ✍ réaménagement et agrandissement du poste de police, 1 000 000 \$;
  - ✍ aménagement du Centre communautaire (Saint-Jean-Chrysostome), 400 000 \$;
  - ✍ aménagement de l'ex-hôtel de ville de Saint-Nicolas, 250 000 \$;
  - ✍ aménagement du rez-de-chaussée du 55, de l'Église (Saint-Romuald), 300 000 \$;
  - ✍ implantation d'un système de gestion des requêtes, 300 000 \$;
  - ✍ aménagement des casernes d'incendie, 100 000 \$,
- le tout, pour la somme totale de 2 603 000 \$.

De demander également au Maire de transmettre une lettre au Ministre des Affaires municipales et de la Métropole demandant de réserver à la Ville les sommes requises dans le cadre de ce programme.

Adoptée à l'unanimité

## **CV-2002-02-83**

### **Adoption et dispense de lecture – Règlement RV-2002-00-29 sur la tarification pour certains biens, services et activités de la Ville et sur les frais exigés pour les fausses alarmes**

Attendu que la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-29 sur la tarification pour certains biens, services et activités de la Ville et sur les frais exigés pour les fausses alarmes a été demandée lors de la séance tenue le 13 mai 2002;

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-03-54;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-29 sur la tarification pour certains biens, services et activités de la Ville et sur les frais exigés pour les fausses alarmes et d'adopter ce règlement en modifiant toutefois le paragraphe B) de l'annexe D par l'ajout, après le mot « eau », des mots « , à l'exception du remplissage de piscine ».

Adoptée à l'unanimité

## **CV-2002-02-84**

### **Période d'intervention des membres du Conseil**

Aucun membre du Conseil ne prend la parole.

**CV-2002-02-85**

**Période de questions**

Deux personnes posent des questions et émettent des commentaires.

---

**CV-2002-02-86**

**Levée de la séance**

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné  
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

De lever la séance à 20h00.

Adoptée à l’unanimité

---

Jean Garon, maire

---

Danielle Bilodeau, greffière

---